



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Envoyé spécial de l'ONU, M. Saïd Djinnit débat en compagnie d'acteurs de la société civile de la région des Grands Lacs des avancées, obstacles et solutions sur le chemin d'une paix durable pour la région

CP32

Addis-Abeba, le 27 janvier 2016 – Pour la quatrième année consécutive, l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la région des Grands Lacs a rencontré des acteurs de la société civile au cours d'un dialogue consultatif organisé par Oxfam International en marge du sommet de l'Union africaine. Ces réunions annuelles ont pour but de déterminer comment l'Envoyé spécial et la société civile de la région des Grands Lacs peuvent s'entraider aux fins de la pleine application de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (l'« Accord-cadre »).

Les représentants de la société civile se sont réunis dans la matinée afin de débattre des activités à mener et de qui devrait les mener pour appuyer l'Accord-cadre, signé il y a trois ans par les chefs d'État de la région. Ils ont souligné les avancées et nouveaux obstacles sur le chemin de la mise en œuvre de l'Accord-cadre, en particulier la crise au Burundi. Ils ont échangé des informations relatives aux activités qu'ils menaient pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre et se sont engagés à s'investir plus sérieusement dans les domaines essentiels, comme le renforcement de la participation des organisations de la société civile et des femmes à la vie politique et aux processus de paix.

L'Envoyé spécial, M. Djinnit a déclaré qu'il attachait une grande importance à ce dialogue sincère et a rendu hommage à la société civile pour l'appui solide qu'elle apporte à l'Accord-cadre et à son mandat. Il a fait état de problèmes graves dans la région, notamment concernant la neutralisation de tous les groupes armés, ainsi que la crise que traverse le Burundi et les tensions accompagnant les élections à venir dans un certain nombre de pays. « Néanmoins, l'Accord-cadre demeure l'un des plus puissants outils à notre disposition pour faire face aux problèmes qui rongent l'est de la République démocratique du Congo et la région depuis plus de 20 ans », a-t-il ajouté.

United Nations Office in Nairobi – P.O. Box 48246, Nairobi, KENYA

For more information, please contact:

Penangnini Toure, Public Information Officer • Email: tourep@un.org • Phone : +254 41 350 6324 • Mobile: +254 715 703 417

L'Envoyé spécial a rappelé certaines des initiatives mises en place par son Bureau avec des parties prenantes et partenaires centraux afin d'instaurer la paix, la sécurité, la coopération et le développement dans toute la région des Grands Lacs. Il a présenté la prochaine Conférence sur l'investissement du secteur privé dans la région des Grands Lacs, qui se tiendra à Kinshasa les 24 et 25 février et qui a pour objectif de mobiliser des investissements et assurer un développement et une prospérité à long terme qui profitent à tous. Il a appelé l'attention des participants sur les réalisations du Programme de mobilisation des femmes aux fins de l'application de l'Accord-cadre, qui fait la différence pour les organisations locales de femmes et leurs communautés.

L'Envoyé spécial a estimé que la société civile jouait un rôle important. Il a également jugé qu'il fallait renforcer la participation réelle de la société civile, notamment des femmes et des jeunes, aux processus de paix actuels ou futurs et a promis son appui sans faille dans ce but. Il a dit aux participants qu'il comptait sur leurs conseils pratiques qui leur permettraient, ensemble, de faire en sorte que l'espoir porté par l'Accord-cadre se concrétise.

La Directrice exécutive d'Oxfam pour l'Afrique du Sud, Mme Siphon Mthathi, a remercié l'Envoyé spécial d'avoir accepté de prendre part à un dialogue avec les organisations de la société civile, qui visait à le mettre en présence de représentants des intérêts locaux afin qu'ils puissent exprimer leurs préoccupations et chercher ensemble des solutions. Elle s'est inquiétée de la crise au Burundi et a déclaré qu'Oxfam redoutait la gravité des conséquences humanitaires de cette crise dans une région connaissant déjà une situation désastreuse. Elle a invité l'Envoyé spécial à exhorter les États membres de l'Union africaine à faire en sorte que l'Accord-cadre soit pleinement mis en œuvre et à régler la situation au Burundi. « Nous avons entendu les appels des femmes et des jeunes pris au piège du conflit et réclamant un véritable dialogue inclusif qui dépasse la simple consultation et les associe à la mise en œuvre des accords de paix. Nos sœurs et nos frères de la région des Grands Lacs nous demandent ce qu'il est advenu de l'« Accord de l'espoir ». Les engagements pris au titre de l'Accord-cadre devaient selon eux apporter une réponse forte à toutes ces sources de conflit et permettre le développement de la région. »

United Nations Office in Nairobi – P.O. Box 48246, Nairobi, KENYA

For more information, please contact:

Penangnini Toure, Public Information Officer • Email: tourep@un.org • Phone : +254 41 350 6324 • Mobile: +254 715 703 417